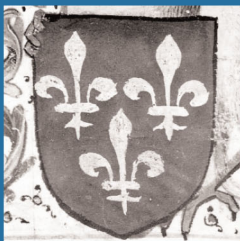


idées
reçues

La Monarchie



Daniel de Montplaisir



idées
reçues

La Monarchie

idées
reçues

La Monarchie

Daniel de Montplaisir

Histoire & Civilisations

Daniel de Montplaisir

Historien et haut-fonctionnaire, il a occupé diverses responsabilités dans l'administration de l'État et les médias.

MONARCHIE n. f. — Nom issu du bas latin *monarchia*, lui-même dérivé de deux mots grecs : *monos*, qui signifie « un », et *arkê*, ou *archein*, qui exprime à la fois la notion de commandement et de commencement. La monarchie qualifie donc le type d'organisation humaine puis de régime politique dans lequel l'autorité, unique ou suprême, est concentrée dans les mains d'une seule personne.

Elle se distingue :

- de la *dictatura* romaine en ce que son institution est permanente et non limitée à une période de crise exigeant momentanément un pouvoir exceptionnellement fort ;
 - de l'*imperium*, attribut du seul commandement militaire et pouvant, de ce fait, être délégué à une autorité subalterne ;
 - du despotisme, formé à partir du grec *despotès*, le « maître », qui s'applique à une forme domestique ou tribale et sans limite du pouvoir ;
 - enfin de la tyrannie, mot venant du grec *turannos*, que l'on pourrait traduire par « maître abusif », pour désigner la forme usurpée et oppressive de la direction des hommes.
- La monarchie, à la suite de ces soustractions sémantiques, désigne exclusivement un pouvoir légitime, c'est-à-dire reconnu comme juste par ceux sur qui il s'exerce, et légal, c'est-à-dire obéissant à un minimum de règles sur lesquelles il n'a aucune prise.

La monarchie peut être élective ou héréditaire. Dans le deuxième cas, elle devient royauté. Elle peut aussi être absolue ou constitutionnelle. On ne connaît plus, de nos jours, d'exemple de la première, du moins dans les pays développés. En revanche, la seconde est largement répandue en Europe.

Introduction	9
---------------------------	---

Dynasties et héritages

« Le premier roi de France est Hugues Capet. » ..	13
« Le dernier roi de France est Louis-Philippe. » ..	19
« Les tentatives de restauration n'ont fait que conforter la république. »	23
« Bourbons et Orléans se disputent toujours le trône. »	29
« Les Princes de la famille royale n'aspirent plus à régner. »	35
« La monarchie ne s'est jamais remise de la Révolution française. »	41
« Même l'Église catholique a cessé d'être monarchiste. »	45

Cadres juridiques et institutionnels

« Le sacre de Reims symbolise l'origine divine du pouvoir royal. »	51
« Les emblèmes de la monarchie sont la fleur de lis et le drapeau blanc. »	56
« L'Ancien Régime n'avait pas de constitution. »	63
« La loi salique interdit aux femmes de régner. » ..	69

« La monarchie constitue l'antithèse de la république. »	75
« La restauration de la monarchie est constitutionnellement impossible. »	81

Conceptions et actions politiques

« Le monarchisme est la version la plus surannée de la pensée réactionnaire. »	87
« La monarchie, c'est l'aristocratie, les privilèges, le faste et le gaspillage des deniers publics. »	93
« Le général de Gaulle était monarchiste. »	97
« Dans une monarchie constitutionnelle, le roi ne détient aucun pouvoir. »	101
« Le dernier penseur monarchiste était Charles Maurras. »	107
« Il n'existe plus de parti monarchiste. »	113

Conclusion 117

Annexes

<i>Glossaire</i>	120
<i>Pour aller plus loin</i>	125

Pourquoi parler encore de la monarchie ? Tout n'a-t-il pas déjà été dit et écrit sur le système qui façonna la France, des invasions barbares jusqu'à la Révolution, accomplit un bref et malheureux retour, puis s'effondra définitivement en ne laissant de regrets qu'à une poignée de nostalgiques ? L'histoire de nos rois*, de leurs guerres, de leurs succès et de leurs échecs encombre facilement les rayonnages d'une bibliothèque honnête. Qui songerait donc à la reconsidérer, à essayer de lui donner un éclairage nouveau et à appréhender la monarchie non comme une succession d'événements mais comme un phénomène collectif, englobant quinze siècles du cheminement national ?

Ce ne peut être, évidemment, l'ambition de ce modeste opusculé. Toutefois, l'angle d'attaque offert par le concept des idées reçues constitue un levier propre à déboulonner quelques certitudes trop bien installées, à rétablir certaines vérités oubliées ou camouflées, à nuancer beaucoup d'explications tenues pour acquises et incontestables. Surtout, il nous convie à parcourir, en dessinant d'hétérodoxes zigzags, presque tout le champ de l'aventure et de la conscience françaises. S'y mêlent la légende, le drame, la gloire et la facétie. La colombe de Clovis voisine avec les déchirements de la guerre de Cent Ans, les révolutions réussies et les restaurations manquées, le conflit des Anjou et des Orléans, les hallucinations de Charles Maurras et les méditations de Charles de Gaulle...

On n'a pas cherché ici à faire preuve d'exhaustivité. Un thème aussi vaste se prête à d'innombrables interprétations et points de vue. Chaque Français,

** Les mots signalés par un astérisque sont expliqués dans un glossaire en fin d'ouvrage.*

pour peu qu'il s'intéresse à l'histoire de son pays, détient d'un tel sujet son livre d'images personnel. La vingtaine d'idées reçues que nous avons retenues correspondent, selon les affirmations les plus souvent entendues et les réflexes les plus couramment observés, à ce qui forme, à nos yeux, la trame d'une vision actuelle de la monarchie et, aussi, des monarchistes*.

Prendre la plume sous leur regard est une opération délicate. Car ils n'échappent pas à la règle qui caractérise les tenants d'une conviction devenue extrêmement minoritaire : plus ils se font rares, plus profonde est leur connaissance de la question et plus vive leur susceptibilité à son endroit. Parler de la monarchie sans appartenir à l'une des écoles qui entendent encore la servir relève de la témérité intellectuelle. Chacun des points abordés peut susciter une polémique nouvelle ou réveiller une ancienne. Mais s'avancer sur un terrain de controverses présente au moins un avantage : celui d'alimenter un débat dont la trop fréquente absence ternit le libre exercice de la vie publique.

Avec « dynasties et héritages », nous essaierons de relire le testament des siècles. Dans les « cadres juridiques et institutionnels », nous approcherons l'essence du principe monarchique, telle qu'elle traverse les époques. Enfin, les « conceptions et actions politiques » nous conduiront à la découverte, ou à la redécouverte, des doctrines et des combats qui, encore de nos jours, font de la monarchie un thème passionnel.

”

DYNASTIES ET HÉRITAGES

« Le premier roi de France est Hugues Capet. »

*Mon nom est Bourbon. Capet n'est que celui
de l'un de nos lointains ancêtres.*

Louis XVI à ses geôliers

En 1987, lors d'un sondage réalisé à l'occasion du millénaire capétien, plus de 80 % des personnes interrogées reconnurent Hugues Capet comme le premier roi* de France. Pourtant, pas moins de cinq autres de nos rois pourraient prétendre à ce titre. Par ordre chronologique : Clovis, Pépin le Bref, Charles II, Eudes I^{er} et Louis VI. Encore pourrait-on leur adjoindre Pharamond – chef franc, peut-être légendaire – qui, au début du V^e siècle, serait à l'origine de la dynastie mérovingienne.

Clovis, en sédentarisant le peuple franc, compte de nombreux adeptes, qui avancent des arguments non négligeables. En 496, le quatrième roi mérovingien remporte la bataille décisive de Tolbiac (au sud de Cologne) sur les troupes alémaniques puis onze années plus tard, celle de Vouillé (au nord de Poitiers) sur les Wisigoths. À partir de là, les meilleures conditions géopolitiques sont réunies pour la formation d'un royaume* stabilisé, c'est-à-dire sécurisé sur ses terres et soumis à une autorité légitime. Clovis épouse la religion chrétienne et fixe sa résidence à Paris. Son baptême, probablement célébré le jour de Noël 498, donne naissance à une légende, élaborée près de quatre siècles plus tard, officialisant Reims comme cité des couronnements et édifiant, pour toute la durée de la

monarchie française, l'alliance indestructible de l'Église et de la royauté*. L'affirmation de la foi catholique et l'institution de la capitale sur l'île de la Cité bâtissent les deux piliers essentiels de la pérennité du royaume et de la nation. Sous cette double marque, Clovis peut être effectivement considéré comme le premier roi de France. Toutefois, la coutume mérovingienne ignore la notion d'intégrité du territoire. À la mort du roi, ses quatre fils se partagent le royaume comme une quelconque propriété terrienne. À peine entrevue, la France n'existe déjà plus.

Il ne faut cependant pas surestimer les conséquences du partage. Malgré la cohabitation de quatre rois francs, l'unité du royaume demeure. On assiste alors à une sorte d'exercice collectif de la monarchie. Alternativement au cours des trois siècles suivants, le *regnum francorum* se trouve dirigé par une seule tête royale ou par plusieurs monarques se répartissant le territoire en quatre grandes régions (Neustrie, Austrasie, Bourgogne et Aquitaine) tout en conservant la cohérence d'un ensemble fondé sur une communauté d'ambitions. C'est ainsi que le royaume franc, réparti ou non entre plusieurs rois, forme, à partir du milieu du VI^e siècle, la nation la plus vaste et la plus puissante de l'Europe occidentale, retrouvant les limites de la Gaule du temps de César : les Pyrénées, les Alpes et le Rhin. Ce territoire parvient à peu près intact aux Carolingiens. Par un coup d'État pacifique, Pépin le Bref dépose, en 751, le dernier roi mérovingien, se fait élire roi des Francs par les grands seigneurs et, surtout, donner l'onction sainte par l'Église. Premier roi à être sacré (en 752 à Soissons), il inaugure le principe de la royauté de droit divin, qui se prolongera jusqu'à Charles X. Son fils, Charlemagne, étend le royaume des Francs jusqu'aux dimensions d'un empire. À la mort de son successeur, Louis I^{er}

dit le Pieux, en 840, l'empire est à son tour soumis à la tradition franque du partage entre les princes* héritiers*. Mais, à la différence des précédents Mérovingiens, il s'agit d'un véritable démembrement, sanctionné en 843 par le traité de Verdun. De nombreux historiens considèrent cette date comme celle de la naissance de la France : pour la première fois, s'inscrit l'appellation *Francia occidentalis*. Les frontières qui lui sont alors assignées, déterminées par l'Escaut, la Meuse, la Saône et le Rhône, ne seront plus jamais remises en question et constitueront le point de départ de l'extension géographique du royaume, la quête du « pré carré » jusqu'à la fin de l'Ancien Régime*.

Le premier roi à exercer le pouvoir dans cet espace parfaitement délimité et représentant la version originale, ou la première ébauche, de la France actuelle, est donc Charles II, dit le Chauve, qui règne jusqu'en 877. Toutefois, subsiste une confusion entre les titres de roi des Francs et d'Empereur d'Occident, portés l'un et l'autre par les Carolingiens jusqu'à la déposition de Charles III, dit le Gros, en 887. Lui succède alors, mais seulement comme roi des Francs, le Robertien Eudes I^{er}, monarque non issu de la dynastie carolingienne et n'ayant ni vocation ni prétention à la couronne impériale. C'est ainsi que se justifie l'analyse de certains historiens qui font plutôt d'Eudes le premier roi de France.

Pendant un siècle, Robertiens et Carolingiens, de conflits en réconciliations et en nouveaux conflits, alternent sur le trône de France. En 986, un énième problème de succession se pose entre le représentant de la vieille dynastie et celui de la nouvelle. Le 1^{er} juin à Noyon, le Robertien Hugues Capet, seigneur de l'Île-de-France, est élu roi par les grands du royaume

avec l'appui des dignitaires de l'Église les plus influents, notamment d'Adalbéron, l'archevêque de Reims. Tenant sa fortune à la fois de ses ancêtres – il est le petit-neveu de Eudes et le petit-fils de Robert I^{er} qui régna de 922 à 932 – et du soutien apporté au roi carolingien Lothaire (954-986) dont il reçoit, en contrepartie, le titre de duc de France, Hugues, également duc de Bourgogne, suzerain des ducs de Normandie et d'Aquitaine se présente, à la veille de son élection, comme le prince le plus puissant du royaume. Il profite de la mort prématurée de Louis V, fils de Lothaire, dans un accident de chasse, puis parvient à évincer l'oncle de celui-ci, Charles de Lorraine, ultime prétendant carolingien.

En dépit de son immense notoriété, Hugues Capet n'a laissé que peu de traces de son passage. Sa date de naissance est incertaine, probablement en 941. Son surnom lui viendrait soit de la *capa*, relique de la chape de saint Martin, conservée à Tours, dont Hugues était l'abbé laïc, soit de son usage de porter un petit chapeau, nom que l'on retrouve encore de nos jours dans l'occitan *capel*. Son règne qui s'achève avec sa mort, le 22 octobre 996, n'est pas spécialement marquant, principalement caractérisé par la montée du pouvoir féodal et, corrélativement, par l'abaissement de l'autorité royale. Toutefois, il apporte deux éléments essentiels au statut de la couronne de France : d'une part, la fixation définitive dans une seule capitale, Paris, d'autre part, la formation d'une dynastie qui ne s'est jamais éteinte et perdue encore de nos jours.

À la Noël suivant son élection, Hugues associe solennellement au trône son fils Robert, qu'il fait sacrer à Reims. Le principe de la monarchie héréditaire ne sera plus discuté par la suite. En outre, l'ère des Capétiens directs, qui se prolonge jusqu'en 1328

avec l'avènement du premier Valois, préside à une stabilité du pouvoir que la France n'a jamais connue auparavant et ne connaîtra plus jamais par la suite. Quatorze rois seulement se succèdent en trois cent quarante-et-un ans. Comme si, de Louis XV à nos jours, le pays n'avait vu se relayer que dix gouvernements.

Malgré cela, le couronnement d'Hugues Capet n'épuise pas complètement la question de l'identité du premier roi de France. Il faut encore attendre plus d'un siècle, précisément le règne de Louis VI, dit le Gros, en 1108. Jusque-là, les monarques portent principalement le titre de « roi des Francs ». Or, dans une lettre adressée au pape Calixte II dès l'avènement de celui-ci en 1119, Louis VI demande à n'être déclaré et reconnu que « roi de France et non plus roi des Francs ». Il faut sans doute y voir le fruit des conseils de Suger, abbé de Saint-Denis. Premier légiste d'une longue lignée, il a édifié les bases de l'idéologie royale en faisant valoir que la couronne est un principe abstrait, une institution au service du royaume, distincte de la personne physique et éphémère du titulaire du trône.

Sept siècles plus tard, en 1830, Louis-Philippe abandonne le titre au profit de celui de « roi des Français ». Une dénomination déjà imposée à Louis XVI par la Constitution de 1791. Similaire à celle de « roi des Francs », *rex francorum*. Inconsciemment sans doute, la modernité orléaniste renouait avec la tradition mérovingienne et les souvenirs du temps des grandes invasions où les rois n'étaient que des chefs de peuplades en marche.

Il existe sur le sujet une immense bibliographie aux limites indéfiniment extensibles car elle se confond souvent avec celle de l'histoire de France. On ne citera donc ici que les ouvrages fournissant un éclairage propre à bien situer l'évolution de l'institution et de l'idée monarchique, des origines à nos jours.

Ouvrages généraux sur l'ensemble de la période : *Histoire des idées politiques*, de Marcel Prélot (Daloz, 1994) ; *Histoire des institutions publiques et des faits sociaux*, de Pierre-Clément Timbal et André Castaldo (Daloz, 1994) ; *La Maison de Bourbon 1259-1986*, de Patrick Van Kerrebrouck (P. Van Kerrebrouck, 1987) ; *Les Historiens et la monarchie*, quatre tomes de Blandine Barret-Kriegel (PUF, 1988) ; *Histoire de France*, de Jacques Bainville (Fayard, 1924).

Sur l'Ancien Régime : *Le Roi et son gouvernement en France, de Clovis à Louis XVI*, de Jean Barbey (Fayard, 1992).

Sur la période postérieure à la Révolution : *Histoire des institutions et des régimes politiques de la France, de 1789 à nos jours*, de Jean-Jacques Chevallier (Armand Colin, 2001) ; *La droite en France*, de René Rémond (Aubier, 1982) ; *Histoire des droites XIX^e-XX^e siècle*, de Jean-François Sirinelli (Gallimard, 1992).

Ouvrages de synthèse sur le monarchisme et ses développements récents : *Le Royalisme*, de Philippe du Puy de Clinchamps (PUF, 1967) ; *Le Légitimisme*, de Stéphane Rials (PUF, 1983) ; *L'Orléanisme*, de Hervé Robert (PUF, 1992) ; *Le Royalisme*, de Bertrand Renouvin (Économica, 1997) ; *Monarchie et avenir*, d'Hervé Pinoteau (Nouvelles éditions latines, 1960) ; *Louis XX*, de Thierry Ardisson (Orban, 1988) ; *Le Pouvoir légitime*, d'Yves-Marie Adeline (SICRE, 2001) ; *Les Royalistes*, de François-Marin Fleutot et Patrick Louis (Albin Michel, 1989) ; *Du roi*, de Wladimir Volkoff (Julliard, 1987) ; *La Tradition monarchique*, de Paul Watrin (DUC, 1983).

Responsable éditorial : Sophie Behr, assistée d'Agathe Lebelle.
Remerciements de l'Éditeur à Michel Bonduelle, Maryse Claisse,
Bérendère Gaullier, Angélique Gosselet, Tiphaine Jahier.

Imprimé en France en février 2003 sur les presses de l'imprimerie
Hérissey à Évreux.

© Le Cavalier Bleu

ISBN 2-84670-052-4 / Dépôt légal : février 2003.